

Résumé long

Introduction

Au Cameroun, l'agriculture a été prioritaire dans les choix de politiques économiques qu'a connus le pays depuis son accession à l'indépendance en 1960. La crise économique des années 1980, causée par la chute des prix des matières premières a fait sombrer l'économie camerounaise dans une profonde récession. Les Programmes d'ajustements structurels (PAS) implémentés dans les Etats par les institutions de Bretton Woods n'ont pas permis d'asseoir une véritable dynamique de croissance et de créer des emplois, notamment en milieu rural. Au contraire avec le désengagement de l'Etat du secteur productif, les programmes de subvention ont été suspendus, la distribution des intrants agricoles arrêtée. Ce qui a augmenté le taux de pauvreté à 53% en milieu rural (INS, 1996), faisant ainsi de la pauvreté un phénomène rural.

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres et Très Endettés (PPTE) en 2006, a permis un allègement de la contrainte de la dette extérieure. L'Etat a réinvesti des fonds dans la mise sur pied de nombreux programmes et projets. Il était question de mettre à la disposition des bénéficiaires des intrants nécessaires à leur production. Ainsi on dénombre à ce jour plusieurs programmes et projets publics d'insertion agropastorale. Cependant, un peu plus de vingt (20) ans après la mise sur pied du premier programme d'intervention public, on s'interroge sur leur efficacité à résoudre le sous-emploi des jeunes au Cameroun.

Ainsi cette étude vise à évaluer l'impact du Programme d'Appui à l'Installation des Jeunes agriculteurs (PAIJA) sur le revenu des jeunes en milieu rural au Cameroun ?

Intérêt de l'étude

Malgré les milliards de francs injectés dans les programmes d'aides à l'insertion des jeunes depuis 2006 au Cameroun, l'impact réel des projets et des programmes de promotion d'emploi sur les jeunes reste encore méconnu. Par exemple, pour un programme ou projet spécifique dans le pays, les questions suivantes sont cruciales : l'intervention produit-elle les bénéfices escomptés et quel a été l'impact global sur les populations ? Le programme aurait-il pu être mieux conçu pour atteindre les résultats escomptés ? Les ressources ont-elles été dépensées de façon efficiente ? On ne peut répondre à ces types d'interrogation que par une évaluation d'impact, une approche qui

mesure les résultats d'une intervention de programme en éliminant les autres facteurs possibles. Cette recherche constitue à notre connaissance une des premières initiatives pour apprécier effectivement l'impact des projets d'insertion dans l'agriculture sur le bien-être des populations au Cameroun.

Beaucoup de gouvernements, d'institutions et de directeurs de projet sont réticents à effectuer des évaluations d'impact parce qu'on les considère comme trop coûteuses, prenant du temps et techniquement complexes et parce que les résultats peuvent être politiquement sensibles, surtout s'ils sont négatifs. Beaucoup d'évaluations ont aussi été critiquées parce que les résultats arrivent trop tard, ne répondent pas aux bonnes questions ou n'ayant pas été effectuées avec la rigueur analytique suffisante. Une contrainte supplémentaire est souvent la disponibilité limitée et la qualité des données. Pourtant avec une planification appropriée et précoce, l'appui des décideurs et un investissement relativement minime comparé au coût global du projet, une évaluation rigoureuse peut avoir une très forte influence sur l'estimation du caractère approprié et efficient des programmes.

L'évaluation de l'impact est particulièrement critique dans des pays en développement où les ressources sont rares et/ou chaque FCFA dépensé doit viser à maximiser son impact sur l'amélioration du bien-être des populations. Si les programmes sont mal conçus, n'atteignent pas les populations cibles ou sont peu rentables, avec l'information juste, ils peuvent être reformulés, améliorés, ou bien même abandonnés. La connaissance acquise à partir des études d'évaluation d'impact fournira aussi la ressource décisive pour la conception appropriée de programmes et de projets futurs.

Une évaluation d'impact de programme permettra de renforcer la recevabilité d'un projet dans la mesure où l'on veut cerner ses effets nets et, dans la mesure du possible, les appréhender séparément des effets d'autres projets (ce qui ne sera pas particulièrement facile à faire, même dans le scénario statistique le plus optimiste). Elle permet aussi de tirer des leçons de l'expérience d'un programme, et de pouvoir les exprimer sous une forme quantitative ; les questions de base étant entre autres : (a) L'action du programme est-elle efficace ? (b) Quelles améliorations peuvent-elles être apportées à la stratégie du programme ? (c) L'expérience pourra-t-elle être répétée ?

Données

Les données de cette étude sont issues d'une enquête que nous avons menée auprès de 235 demandeurs d'appui au PAIJA, parmi lesquels 70 bénéficiaires de l'appui et 142 non bénéficiaires. L'enquête se déroule pendant deux phases : La première phase est consacrée à la procédure de candidature et à l'appui du PAIJA et la seconde s'intéresse à l'activité des individus avant et après la demande d'appui. Elle permet d'identifier les modalités de candidature et savoir si l'individu a reçu l'appui ou non. Elle renseigne sur la date de candidature, le lieu de candidature, la nature des interactions de l'individu au programme, le montant de l'apport personnel et le montant sollicité. Pour les bénéficiaires, elle donne les informations sur le montant reçu et mesure le degré de satisfaction de l'individu. Pour les non bénéficiaires, l'enquête donne les informations sur les raisons de ce non choix, et sur la réception d'un autre financement. Les informations collectées dans la phase 2 de cette enquête sont relative à la possession d'un compte bancaire, d'un espace foncier agricole, d'une exploitation, aux caractéristiques de cette exploitation, à la production dans l'exploitation et au nombre d'emploi créé. Ces informations concernent l'évolution de l'activité agricole de l'individu avant et après la souscription à l'appui du PAIJA. Cet ensemble d'informations permettra d'évaluer l'impact de l'appui du PAIJA sur la productivité et le revenu des jeunes entrepreneurs en zone rural au Cameroun.

Stratégie économétrique

Soient y_1 la production agricole d'un jeune niveau, obtenu dans les villages bénéficiaires et y_0 le résultat obtenu chez les non bénéficiaires du programme. Le problème principal d'une telle situation est l'impossibilité d'avoir un individu qui bénéficie et qui ne bénéficie pas en même temps du programme. Un individu présent à la fois dans les deux états de la nature. Il se pose alors un problème de données manquantes (contrefactuel)². Pour mesurer maintenant l'effet d'un traitement PAIJA sur les bénéficiaires, nous nous intéressons à la différence entre le résultat des bénéficiaires et celui des non bénéficiaires c'est-à-dire $y_1 - y_0$. Pour cela, nous avons opté pour la méthode des scores de propension.

La méthode des scores de propension permet d'apparier les individus participants et ceux non participants sur la base de probabilités prédites ou scores de propension. Elle correspond à la probabilité pour qu'un traitement soit administré à un individu.

Soit $P(X)$ cette probabilité prédite, on dira :

$$P(X) = P(T = 1|X) = E(T|X)$$

On écrira : $(y_1, y_0) \sim T|X = \phi(y_1, y_0) \sim T|P(X)$ Cela veut dire tout simplement que l'attribution au programme est indépendante aux résultats potentiels mais conditionnée par les scores de propension. En procédant ainsi, tout en respectant les conditions d'indépendance conditionnelle, l'appariement par le score de propension permet d'éliminer toute sorte de biais de sélection.

Résultats

Les résultats montrent que l'appui du PAIJA augmente le revenu des jeunes agriculteurs en milieu rural de 25.9%. En effet, une augmentation du montant de l'appui augmenterait sensiblement le revenu du bénéficiaire. L'éducation et l'expérience ont un impact positif et significatif sur les revenus des jeunes agriculteurs en milieu rural. L'expérience semble jouer un rôle majeur pour les non diplômés. En effet, la théorie de capital humain soutient que l'éducation favorise l'accumulation de compétences valorisables sur le marché agricole. Pour les jeunes agriculteurs, être un homme influence positivement et significativement le revenu, être agriculteur de sexe masculin augmente le revenu de 20,9% comparativement aux femmes. En outre, les individus qui présentent un handicap qui les empêchent de participer au programme ont tendance à générer des revenus inférieurs comparativement à ceux de leurs homologues valides.